

Sélectionner à tout prix

La loi Orientation et Réussite des Étudiants (ORE) généralise la sélection à l'entrée de toutes les filières de l'enseignement supérieur français. Le gouvernement s'est notamment arc bouté sur le refus de laisser les élèves hiérarchiser leurs vœux sur Parcoursup comme ils le faisaient sur APB, alors que ce système va créer d'énormes listes d'attentes anxiogènes et inutiles. Pourquoi ? Sur APB, dans de nombreuses formations, le nombre d'élèves qui les choisissaient en premier vœu correspondait peu ou prou au nombre de places. La non-hiérarchisation des vœux au contraire augmente mécaniquement le nombre de candidatures reçues dans de nombreuses filières, alors même que les candidat-e-s ne prendront pas les places s'ils en trouvent ailleurs. On gonfle ainsi artificiellement les demandes pour qu'elles excèdent partout les capacités d'accueil, et ainsi contraindre toutes les formations à classer, trier, sélectionner les candidatures, même dans les filières non-saturées où la sélection se trouve non seulement nier le droit à l'éducation, mais imposer aux personnels un lourd travail de classement en définitive inutile ! L'obstination du gouvernement montre bien le caractère idéologique de cette réforme : il faut à tout prix mettre les élèves en compétition partout, et rendre l'ensemble du système sélectif.

Casser la licence

La ministre de l'ESRI et le gouvernement entendent modifier l'arrêté licence avec les objectifs suivants : réviser à la baisse le nombre d'heures de formation, en finir avec la compensation des notes, individualiser les parcours, permettre des inscriptions « à la carte » au détriment des progressions pédagogiques, faire intervenir le monde « socio-économique » afin de « professionnaliser » ce diplôme, doubler l'évaluation des connaissances par la certification de « blocs de compétences »... Tout cela aura pour conséquence de casser les collectifs d'apprentissage et de mettre à mal le cadre national de la licence pour assujettir l'Université aux seules finalités économiques et du marché de l'emploi.

Casser la fonction publique

Au travers des « chantiers de transformation publique » le gouvernement entend s'attaquer au statut de fonctionnaire pourtant garant de la liberté pédagogique, de l'indépendance de la recherche, de la qualification des agent.e.s et du service de l'intérêt général : il souhaite augmenter encore le recours aux contractuel.le.s, plus « flexibles », afin de diminuer le nombre d'agent.e.s sous statut et de recourir à de « nouvelles formes de contrat », ce qui pourrait bien se traduire par la mise en place du contrat de mission ; il souhaite individualiser encore plus les rémunérations en gelant le point d'indice pour tous les agent.e.s et en augmentant les primes données à une minorité ; il « offre » à celles et ceux qui refuseraient une mobilité forcée un « départ volontaire »...

Construire la mobilisation

C'est maintenant près d'une trentaine d'universités qui ont rejoint la mobilisation. Blocages, occupations, assemblées générales se multiplient. Dans plusieurs universités, les personnels ont également voté la grève. SUD éducation appelle à renforcer cette mobilisation. **Refusons la marchandisation de l'éducation ! Imposons par la grève et dans la rue l'abrogation de la loi relative « à l'orientation et à la réussite des étudiants » (ORE) ! [Mobilisation nationale le 10 avril](#)**

Documents joints

[Mobilisation nationale le 10 avril](#)